

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1907.

Proposition de loi portant modification à l'article 22 de la loi communale relatif au traitement du receveur communal.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi dont nous avons l'honneur de saisir la Chambre n'est en réalité qu'un amendement aux textes antérieurement déposés; le 28 mars 1899 par MM. Flor. Heuvelmans, S. Dierckx, Bilaut, Emile Jeanne, E. De Guchtenaere; le 23 janvier 1901 par les signataires actuels.

La proposition de 1901 fut discutée en Section centrale, et le Rapporteur, M. Cauwenbergh, dans son rapport déposé le 9 mai 1906, a mis en lumière les principales objections faites au projet.

Nous reprenons l'argument principal de l'honorable Rapporteur :

- « La proposition de loi soumise à notre examen propose de régler le traitement du receveur communal d'après le seul facteur population.
- » Cette base est fautive : la somme de travail à fournir par le receveur et la responsabilité qu'il peut encourir éventuellement se mesurent non tant à la population qu'à la richesse de la commune, à l'élévation de son budget, aux recouvrements à faire directement pour la commune, à l'existence de taxes communales.
- » Des communes de la même population peuvent être l'une riche, l'autre pauvre; il serait peu juste de les mettre sur le même pied pour la dépense à faire pour la gestion de leur avoir.
- » La Section a été unanime pour ne pas admettre la proposition de loi telle qu'elle est déposée, parce que la fixation du traitement basée sur le seul facteur population lui paraît injustifiée. »

Les auteurs de la proposition ont tenu compte de l'objection et estiment

qu'il y a lieu d'amender dans le sens indiqué par l'honorable Rapporteur. La nouvelle proposition ajoute à la base population, la base recettes.

De plus, ne voulant pas grever outre mesure le budget des petites communes, les auteurs ont diminué le minimum précédemment fixé; enfin, ils inscrivent pour les cas extraordinaires un droit de recours au Roi pour tous les intéressés.

Moyennant quoi ils osent espérer que la Chambre voudra faire œuvre de justice et d'équité en faisant pour les receveurs communaux ce qu'elle a fait pour plusieurs catégories de fonctionnaires communaux.

ALP. VERSTEYLEN.

Proposition de loi modifiant l'article 122 de la loi communale, relatif au traitement du receveur communal.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 122 de la loi communale est remplacé par les dispositions suivantes:

Le conseil communal fixe et modifie le traitement du receveur communal, sous l'approbation de la députation permanente, sauf recours au Roi, d'après les bases et catégories ci-après :

Sous réserve de tous droits acquis, en ce qui concerne la mise en application de la présente loi, le receveur communal jouira d'un traitement fixe ou d'une remise proportionnelle :

1° a) Dans les communes de moins de 500 habitants, le traitement minimum est fixé à 500 francs.

Toutefois, ce minimum de traitement pourra être réduit par le conseil communal, sous l'approbation de la députation permanente, sans pouvoir être inférieur à 200 francs dans les communes de moins de 500 habitants et à 500 francs dans celles de 501 à 500 habitants.

b) Dans les communes de 500 habitants et plus, dont les recettes ordinaires ne dépassent pas 20,000 francs, le receveur jouira d'une remise au tantième de 4 % et de $\frac{1}{2}$ % sur toutes les recettes ordinaires et extraordinaires, sans que ce traitement puisse, en aucun cas, être inférieur à 500 francs.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 122 der gemeentewet, hetwelk betrekking heeft op de jaarwedde van den gemeenteontvanger.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 122 der gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

De jaarwedde van den gemeenteontvanger wordt, met goedkeuring van de bestendige deputatie, behoudens beroep op den Koning, door den gemeenteraad vastgesteld en gewijzigd naar de volgende grondslagen en reeksen :

Onder voorbehoud van alle verworven rechten, wat betreft de tenuitvoerlegging van deze wet, wordt den gemeenteontvanger eene vaste jaarwedde of een evenredig ontvangloon toegekend :

1° a) In de gemeenten van minder dan 500 inwoners wordt de minimum-jaarwedde bepaald op 500 frank.

Echter kan deze minimum-jaarwedde, behoudens nadere goedkeuring van de bestendige deputatie, door den gemeenteraad worden verminderd; zij mag niet gaan beneden 200 frank in de gemeenten van minder dan 500 inwoners, en niet beneden 500 frank in de gemeenten van 501 tot 500 inwoners.

b) In de gemeenten van 500 inwoners en meer, waarvan de gewone ontvangsten niet 20,000 frank te boven gaan, geniet de ontvanger een loon van 4 t. h. en van $\frac{1}{2}$ t. h. op al de gewone en buitengewone ontvangsten; in geen geval mag deze jaarwedde minder dan 500 frank bedragen.

c) Dans les autres communes, la remise proportionnelle à attribuer au receveur communal sera calculée comme suit :

4 % sur les recettes ordinaires des premiers 20,000 francs;

2 1/2 % sur les recettes ordinaires des 10,000 francs suivants avec un minimum de 1,000 francs;

2 % sur les recettes ordinaires des 10,000 francs suivants avec un minimum de 1,100 francs;

1 % sur les recettes ordinaires des 10,000 francs suivants avec un minimum de 1,200 francs;

1/2 % sur les recettes ordinaires des 10,000 francs suivants avec un minimum de 1,300 francs;

1/3 % sur les recettes ordinaires des 40,000 francs suivants avec un minimum de 1,400 francs;

1/4 % sur les recettes au-dessus de 100,000 francs;

Et 1/2 % sur toutes les recettes extraordinaires quelconques jusque 100,000 francs et 1 franc par mille sur le surplus.

2° En dehors du traitement fixe ou des tantièmes stipulés ci-devant, le receveur communal aura droit à une indemnité de 1 % sur le montant de son cautionnement, s'il est fourni en numéraire.

Les traitements fixes à attribuer, en vertu de la présente loi, aux receveurs qui jouissaient d'une remise au tantième, ne pourront, en aucun cas, être inférieurs à la moyenne quinquennale de leurs derniers émoluments, ni à celle de la remise à laquelle ils auraient eu droit d'après le barème ci-dessus, sauf les conventions qui interviendraient préalablement, entre le conseil communal et le receveur, sous l'approbation de la députation permanente, dans les seules communes dont les recettes ordinaires dépassent 1,000,000 de francs.

3° Le traitement du receveur sera payé par douzièmes;

c) In de andere gemeenten wordt het evenredig loon ten bate van den gemeenteontvanger bepaald als volgt :

4 t. h. op de eerste 20,000 frank van de gewone ontvangsten;

2 1/2 t. h. op de volgende 10,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,000 frank;

2 t. h. op de volgende 10,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,100 frank;

1 t. h. op de volgende 10,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,200 frank;

1/2 t. h. op de volgende 10,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,300 frank;

1/3 t. h. op de volgende 40,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,400 frank;

1/4 t. h. op de ontvangsten boven de 100,000 frank;

En 1/2 t. h. op al de buitengewone ontvangsten, welke ook, tot 100,000 frank, en 1 frank per duizend op de rest.

2° Behalve de vaste jaarwedde of het ontvangloon zooals hierboven is bepaald, heeft de gemeenteontvanger recht op eene vergoeding van 1 t. h. op het bedrag van zijn borgtocht, indien deze in geld is gesteld.

De vaste jaarwedden, krachtens deze wet te verleen aan de ontvangers die een ontvangloon genoten tegen een zooveelste t. h., mogen in geen geval gaan beneden het gemiddeld vijfjarig bedrag van hunne jongste emolumenten noch beneden dit van het loon waarop zij, volgens hoogerstaand tarief, recht zouden gehad hebben, — onverminderd de overeenkomsten, onder goedkeuring van de bestendige deputatie vooraf gesloten tusschen den gemeenteraad en den ontvanger, doch alleen in de gemeenten waarvan de gewone ontvangsten 1,000,000 frank te boven gaan.

3° De jaarwedde van den ontvanger wordt betaald per twaalfde.

4° Tous les cinq ans, à partir du 1^{er} janvier de la mise en vigueur de la présente loi, date à laquelle tous les traitements des receveurs communaux du Royaume seront établis à nouveau, d'après les droits acquis à cette date, les traitements des receveurs, qu'ils soient fixes ou calculés au tantième %, seront augmentés sous la forme d'un traitement auxiliaire dans les proportions suivantes :

10 % dans les communes de moins de 500 habitants;

8 % dans les communes de 500 habitants et plus dont les recettes ordinaires sont inférieures à 20,000 francs;

7 % dans les communes de 500 habitants et plus dont les recettes ordinaires sont inférieures à 40,000 francs;

5 % dans toutes les autres communes, sauf l'exception visée pour les seules communes dont les recettes ordinaires dépassent 1,000,000 de francs.

Ces augmentations seront calculées sur le chiffre du traitement fixe ou sur la moyenne des émoluments des cinq dernières années. Le cas échéant, pour unifier le service des périodes, ce dernier calcul portera sur la moyenne proportionnelle de la fraction de période échue à la date du calcul des périodes quinquennales.

Toutefois, cette augmentation pourra être refusée au receveur communal qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

5° Les décisions portant fixation, augmentation ou refus d'augmentation du traitement seront susceptibles de recours au Roi de la part du receveur communal, du conseil communal ou du gouverneur de la province.

Ce recours devra être introduit dans les quinze jours de la notification qui sera faite au conseil communal et à l'intéressé, de la décision de la députation permanente;

6° Lorsque le receveur communal jouira

4° Om de vijf jaar, te rekenen van den 1^{en} Januari na het in werking treden van deze wet — tijdstip waarop al de jaarwedden der gemeenteontvangers van het Rijk opnieuw worden vastgesteld volgens de dan verworven rechten — worden de jaarwedden der ontvangers, hetzij ze vast zijn of berekend tegen een zooveelste t. h., bij wijze van bijwedde verhoogd in de volgende verhoudingen :

10 t. h. in de gemeenten van minder dan 500 inwoners;

8 t. h. in de gemeenten van 500 inwoners en meer, waarvan de gewone ontvangsten minder bedragen dan 20,000 frank;

7 t. h. in de gemeenten van 500 inwoners en meer, waarvan de gewone ontvangsten minder bedragen dan 40,000 fr.;

5 t. h. in al de andere gemeenten, behalve de uitzondering uitsluitend gemaakt voor de gemeenten waarvan de gewone ontvangsten 1,000,000 frank te boven gaan.

Voor het berekenen van deze verhoogingen, neemt men tot grondslag het cijfer der vaste jaarwedde of het gemiddeld bedrag der emolumenten van de laatste vijf jaren. Bij voorkomend geval, tot éénmaking der tijdkringen, neemt men tot grondslag, voor deze laatste berekening, het evenredig gemiddeld bedrag van het deel van het tijdvak dat is afgelopen ten dage der berekening van de vijfjarige tijdvakken.

Gezegde verhooging zal echter kunnen worden geweigerd aan den gemeenteontvanger die zijn ambt niet op voldoende wijze mocht waarnemen.

5° De beslissingen omtrent vaststelling, verhooging of weigering van verhooging der jaarwedde, zijn vatbaar voor hooger beroep op den Koning van wege den gemeenteontvanger, den gemeenteraad of den gouverneur der provincie.

Dat beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de beteekening van de beslissing der bestendige deputatie aan den gemeenteraad en aan den belanghebbende.

6° Trekt de gemeenteontvanger eene vaste

d'un traitement fixe, celui-ci sera révisé | jaar wedde, dan wordt deze om de vijf jaar
tous les cinq ans, pour être mis en concor- | herzien, ten einde in overeenstemming te
dance avec la moyenne des recettes ordi- | worden gebracht met het gemiddeld bedrag
naires et extraordinaires de ces années, sans | van de gewone en buitengewone ontvang-
préjudice, le cas échéant, du respect des | sten van die jaren, onverminderd de ver-
droits acquis. | worven rechten, zoo er grond voor is.

ALF. VERSTEELEN.

B^{de} DRION.

ED. BIART.

JULES GIROUL.

AUG. DE BECKER REMY.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 DECEMBER 1907.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 122 der gemeentewet, hetwelk betrekking heeft op de jaarwedde van den gemeenteontvanger.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel dat wij de eer hebben bij de Kamer in te dienen, is eigenlijk slechts een amendement op de teksten vroeger neergelegd door de heeren Flor. Heuvelmans, S. Dierckx, Bilaut, Emile Jeanne, E. De Guchtenaere op 28 Maart 1899 en op 25 Januari 1901 door de huidige ondertekenaars.

Over het voorstel van 1901 werd in de Middenafdeeling beraadslaagd en in zijn op 9 Mei 1906 aangeboden verslag werd door den heer Van Cauwenbergh gewezen op de voornaamste tegenwerpingen waarvoor het ontwerp vatbaar scheen.

Ziehier het hoofdargument, door den achtbaren Verslaggever vooruitgezet :

- « Het aan ons onderzoek onderworpen wetsvoorstel wil de jaarwedde van » den gemeenteontvanger regelen naar een enkelen factor : de bevolking.
- » Dat is een verkeerde grondslag, want het door den ontvanger te leveren » werk en zijne mogelijke aansprakelijkheid hangen af, niet zooveel van de » bevolking als van den rijkdom der gemeente, van het cijfer harer begroo- » ting, van de inningen rechtstreeks door de gemeente te doen, van het » bestaan van gemeentebelastingen.
- » Gemeenten, die dezelfde bevolking hebben, kunnen de eene rijk, de » andere arm zijn; het ware weinig billijk ze op gelijken voet te stellen » voor de uitgave vereischt door het beheer van haar vermogen.
- » De Middenafdeeling was eenparig van gevoelen dat het wetsvoorstel » niet kon worden aangenomen zooals het werd ingediend, vermits het haar » niet gerechtvaardigd schijnt de bevolking te nemen tot eenigen grondslag » voor de vaststelling der jaarwedde. »

De onderteekenaars van het voorstel hielden rekening met de tegenwerking; zij denken dat het noodig is, eene wijziging aan te nemen in den zin aangeduid door den achtbaren Verslaggever. Bij den grondslag berustende op de bevolking, voegt het nieuwe voorstel den grondslag steunende op de ontvangsten.

Verder, daar zij de begrooting van de kleine gemeenten niet bovenmate willen bezwaren, hebben de onderteekenaars van het wetsvoorstel het vroeger bepaalde minimum verlaagd en nemen zij, voor de buitengewone gevallen, een recht van beroep op den Koning aan, waarvan al de belanghebbers kunnen gebruik maken.

Derhalve koesteren zij de hoop dat de Kamer, gehoorzamende aan een gevoelen van rechtvaardigheid en billijkheid, zal willen doen voor de gemeenteontvangers hetgeen ze heeft gedaan voor verschillende andere soorten gemeenteambtenaren.

ALP. VERSTEYLEN.

Proposition de loi modifiant l'article 122 de la loi communale, relatif au traitement du receveur communal.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 122 de la loi communale est remplacé par les dispositions suivantes:

Le conseil communal fixe et modifie le traitement du receveur communal, sous l'approbation de la députation permanente, sauf recours au Roi, d'après les bases et catégories ci-après :

Sous réserve de tous droits acquis, en ce qui concerne la mise en application de la présente loi, le receveur communal jouira d'un traitement fixe ou d'une remise proportionnelle :

1^o a) Dans les communes de moins de 500 habitants, le traitement minimum est fixé à 500 francs.

Toutefois, ce minimum de traitement pourra être réduit par le conseil communal, sous l'approbation de la députation permanente, sans pouvoir être inférieur à 200 francs dans les communes de moins de 300 habitants et à 300 francs dans celles de 301 à 500 habitants.

b) Dans les communes de 500 habitants et plus, dont les recettes ordinaires ne dépassent pas 20,000 francs, le receveur jouira d'une remise au tantième de 4 % et de $\frac{1}{2}$ % sur toutes les recettes ordinaires et extraordinaires, sans que ce traitement puisse, en aucun cas, être inférieur à 500 francs.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 122 der gemeentewet, hetwelk betrekking heeft op de jaarwedde van den gemeenteontvanger.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 122 der gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

De jaarwedde van den gemeenteontvanger wordt, met goedkeuring van de bestendige deputatie, behoudens beroep op den Koning, door den gemeenteraad vastgesteld en gewijzigd naar de volgende grondslagen en reeksen :

Onder voorbehoud van alle verworven rechten, wat betreft de tenuitvoerlegging van deze wet, wordt den gemeenteontvanger eene vaste jaarwedde of een evenredig ontvangloon toegekend :

1^o a) In de gemeenten van minder dan 500 inwoners wordt de minimum-jaarwedde bepaald op 500 frank.

Echter kan deze minimum-jaarwedde, behoudens nadere goedkeuring van de bestendige deputatie, door den gemeenteraad worden verminderd; zij mag niet gaan beneden 200 frank in de gemeenten van minder dan 500 inwoners, en niet beneden 300 frank in de gemeenten van 301 tot 500 inwoners.

b) In de gemeenten van 500 inwoners en meer, waarvan de gewone ontvangsten niet 20,000 frank te boven gaan, geniet de ontvanger een loon van 4 t. h. en van $\frac{1}{2}$ t. h. op al de gewone en buitengewone ontvangsten; in geen geval mag deze jaarwedde minder dan 500 frank bedragen.

c) Dans les autres communes, la remise proportionnelle à attribuer au receveur communal sera calculée comme suit :

4 % sur les recettes ordinaires des premiers 20,000 francs;

2 $\frac{1}{2}$ % sur les recettes ordinaires des 10,000 francs suivants avec un minimum de 1,000 francs;

2 % sur les recettes ordinaires des 10,000 francs suivants avec un minimum de 1,100 francs;

1 % sur les recettes ordinaires des 10,000 francs suivants avec un minimum de 1,200 francs;

$\frac{1}{2}$ % sur les recettes ordinaires des 10,000 francs suivants avec un minimum de 1,300 francs;

$\frac{1}{3}$ % sur les recettes ordinaires des 40,000 francs suivants avec un minimum de 1,400 francs;

$\frac{1}{4}$ % sur les recettes au-dessus de 100,000 francs;

Et $\frac{1}{2}$ % sur toutes les recettes extraordinaires quelconques jusque 100,000 francs et 1 franc par mille sur le surplus.

2^o En dehors du traitement fixe ou des tantièmes stipulés ci-devant, le receveur communal aura droit à une indemnité de 1 % sur le montant de son cautionnement, *s'il est fourni en numéraire.*

Les traitements fixes à attribuer, en vertu de la présente loi, aux receveurs qui jouissaient d'une remise au tantième, ne pourront, en aucun cas, être inférieurs à la moyenne quinquennale de leurs derniers émoluments, ni à celle de la remise à laquelle ils auraient eu droit d'après le barème ci-dessus, sauf les conventions qui interviendraient préalablement, entre le conseil communal et le receveur, sous l'approbation de la députation permanente, dans les seules communes dont les recettes ordinaires dépassent 1,000,000 de francs.

3^o Le traitement du receveur sera payé par douzièmes;

c) In de andere gemeenten wordt het evenredig loon ten bate van den gemeente-ontvanger bepaald als volgt :

4 t. h. op de eerste 20,000 frank van de gewone ontvangsten;

2 $\frac{1}{2}$ t. h. op de volgende 10,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,000 frank;

2 t. h. op de volgende 10,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,100 frank;

1 t. h. op de volgende 10,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,200 frank;

$\frac{1}{2}$ t. h. op de volgende 10,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,300 frank;

$\frac{1}{3}$ t. h. op de volgende 40,000 frank van de gewone ontvangsten, met een minimum van 1,400 frank;

$\frac{1}{4}$ t. h. op de ontvangsten boven de 100,000 frank;

En $\frac{1}{2}$ t. h. op al de buitengewone ontvangsten, welke ook, tot 100,000 frank, en 1 frank per duizend op de rest.

2^o Behalve de vaste jaarwedde of het ontvangloon zooals hierboven is bepaald, heeft de gemeenteontvanger recht op eene vergoeding van 1 t. h. op het bedrag van zijn borgtocht, *indien deze in geld is gesteld.*

De vaste jaarwedden, krachtens deze wet te verleenen aan de ontvangers die een ontvangloon genoten tegen een zooveelste t. h., mogen in geen geval gaan beneden het gemiddeld vijfjarig bedrag van hunne jongste emolumenten noch beneden dit van het loon waarop zij, volgens hoogerstaand tarief, recht zouden gehad hebben, — onverminderd de overeenkomsten, onder goedkeuring van de bestendige deputatie vooraf gesloten tusschen den gemeenteraad en den ontvanger, doch alleen in de gemeenten waarvan de gewone ontvangsten 1,000,000 frank te boven gaan.

3^o De jaarwedde van den ontvanger wordt betaald per twaalfde.

4^o Tous les cinq ans, à partir du 1^{er} janvier de la mise en vigueur de la présente loi, date à laquelle tous les traitements des receveurs communaux du Royaume, seront établis à nouveau, d'après les droits acquis à cette date, les traitements des receveurs, qu'ils soient fixes ou calculés au tantième %, seront augmentés sous la forme d'un traitement auxiliaire dans les proportions suivantes :

10 % dans les communes de moins de 500 habitants ;

8 % dans les communes de 500 habitants et plus dont les recettes ordinaires sont inférieures à 20,000 francs ;

7 % dans les communes de 500 habitants et plus dont les recettes ordinaires sont inférieures à 40,000 francs ;

5 % dans toutes les autres communes, sauf l'exception visée pour les seules communes dont les recettes ordinaires dépassent 1,000,000 de francs.

Ces augmentations seront calculées sur le chiffre du traitement fixe ou sur la moyenne des émoluments des cinq dernières années. Le cas échéant, pour unifier le service des périodes, ce dernier calcul portera sur la moyenne proportionnelle de la fraction de période échue à la date du calcul des périodes quinquennales.

Toutefois, cette augmentation pourra être refusée au receveur communal qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

5^o Les décisions portant fixation, augmentation ou refus d'augmentation du traitement seront susceptibles de recours au Roi de la part du receveur communal, du conseil communal ou du gouverneur de la province.

Ce recours devra être introduit dans les quinze jours de la notification qui sera faite au conseil communal et à l'intéressé, de la décision de la députation permanente ;

6^o Lorsque le receveur communal jouira

4^o Om de vijf jaar, te rekenen van den 1^{en} Januari na het in werking treden van deze wet — tijdstip waarop al de jaarwedden der gemeenteontvangers van het Rijk opnieuw worden vastgesteld volgens de dan verworven rechten — worden de jaarwedden der ontvangers, hetzij ze vast zijn of berekend tegen een zooveelste t. h., bij wijze van bijwedde verhoogd in de volgende verhoudingen :

10 t. h. in de gemeenten van minder dan 500 inwoners ;

8 t. h. in de gemeenten van 500 inwoners en meer, waarvan de gewone ontvangsten minder bedragen dan 20,000 frank ;

7 t. h. in de gemeenten van 500 inwoners en meer, waarvan de gewone ontvangsten minder bedragen dan 40,000 fr. ;

5 t. h. in al de andere gemeenten, behalve de uitzondering uitsluitend gemaakt voor de gemeenten waarvan de gewone ontvangsten 1,000,000 frank te boven gaan.

Voor het berekenen van deze verhoogingen, neemt men tot grondslag het cijfer der vaste jaarwedde of het gemiddeld bedrag der emolumenten van de laatste vijf jaren. Bij voorkomend geval, tot éénmaking der tijdkringen, neemt men tot grondslag, voor deze laatste berekening, het evenredig gemiddeld bedrag van het deel van het tijdvak dat is afgelopen ten dage der berekening van de vijfjarige tijdvakken.

Gezegde verhooging zal echter kunnen worden geweigerd aan den gemeenteontvanger die zijn ambt niet op voldoende wijze mocht waarnemen.

5^o De beslissingen omtrent vaststelling, verhooging of weigering van verhooging der jaarwedde, zijn vatbaar voor hooger beroep op den Koning van wege den gemeenteontvanger, den gemeenteraad of den gouverneur der provincie.

Dat beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de beteekening van de beslissing der bestendige deputatie aan den gemeenteraad en aan den belanghebbende.

6^o Trekt de gemeenteontvanger eene vaste

<p>d'un traitement fixe, celui-ci sera révisé tous les cinq ans, pour être mis en concordance avec la moyenne des recettes ordinaires et extraordinaires de ces années, sans préjudice, le cas échéant, du respect des droits acquis.</p>	<p>jaarwedde, dan wordt deze om de vijf jaar herzien, ten einde in overeenstemming te worden gebracht met het gemiddeld bedrag van de gewone en buitengewone ontvangsten van die jaren, onverminderd de verworven rechten, zoo er grond voor is.</p>
---	--

ALF. VERSTEYLEN.

B^{re} DRION.

ED. BIART.

JULES GIROUL.

AUG. DE BECKER REMY.

